

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

À la fin de l'hiver, nous nous retrouvons dans une situation que nous appelions de nos vœux depuis longtemps : avec nos propositions pour un marché du lait meilleur et plus stable, nous sommes au cœur du débat politique. Le Parlement européen négocie actuellement avec le Conseil, dans le cadre du trilogue, la réforme de l'Organisation commune des marchés (OCM). Celle-ci définit le cadre du marché et différents instruments de gestion de crise comme partie intégrante de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE. Comme le Conseil hésite, nous devons maintenir la pression et soutenir les bonnes approches du Parlement, comme par exemple les réductions temporaires de volumes.

Notre argumentation en faveur de la nécessité impérieuse de disposer d'instruments efficaces de gestion de crise doit comporter le souci d'éviter les pertes supplémentaires de capital propre des exploitations et d'améliorer notre position commerciale. Nous avons déjà reçu de bons signaux à ce sujet, aussi bien de la part du commerce alimentaire de détail qu'au niveau politique. Les propositions relatives à l'OCM intègrent également des leviers utiles du point de vue de la nécessaire transition vers la durabilité, pour davantage de protection du climat et de l'environnement. Le Pacte vert et ses stratégies ne peuvent d'ailleurs réussir que si les exploitations réalisent des bénéfices équitables, les prestations supplémentaires sont rémunérées et un cadre politique efficace les sanctuarise.

Il nous incombe donc de rester actifs, de suivre de près les discussions et les négociations et de réexaminer régulièrement l'avancement des travaux. C'est ainsi que nous préparerons la base pour des temps meilleurs !

Dans ce [numéro](#), vous trouverez comme d'habitude des informations sur les indicateurs de marché. À l'occasion de la journée internationale des femmes, nos collègues d'Uniterre se sont penchées sur la situation des paysannes et des agricultrices et sur l'état de l'égalité hommes-femmes dans les fermes. Une manifestation pour un avenir durable de la production laitière est le sujet du rapport d'APROLEP. Pat McCormack, notre collègue irlandais du conseil d'administration, commente un avis surprenant de la Commission européenne concernant les accords de libre-échange. Le BDM nous informe de l'état des travaux avec les organisations partenaires dans le dialogue sur le lait qui progresse avec des revendications sur l'OCM et qui mène des entretiens avec le commerce et les transformateurs. Enfin, nous sommes heureux d'avoir des nouvelles d'un de nos pays membres où le printemps se fait probablement encore attendre : Lietuvos pieno gamintojų asociacija nous parle de la Lituanie. Et pour toutes celles et tous ceux qui voudraient approfondir les sujets agricoles, nous suggérons le rapport agricole critique 2021 avec son focus *Un monde enfiévré – climat et changement*.

Je vous souhaite une bonne lecture !

Elmar Hannen, membre du conseil d'administration de l'EMB et comité directeur du BDM

Bulletin de l'EMB mars 2021

- Indicateurs de marché (au 23/02/2021)
- Paysannes : on est toujours à la traîne !
Manifestation pour un avenir durable de la production laitière portugaise
- Un rapport affirme que les accords commerciaux de l'UE ont bénéficié aux agriculteurs européens – « illogique et absurde » selon l'ICMSA
- Revendication du Dialogue sur le lait : améliorer la position des éleveurs laitiers sur le marché
- Dernières nouvelles de Lituanie
- Le « Rapport critique sur l'agriculture » 2021 est paru

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Indicateurs de marché (au 23/02/2021)

© Commission de l'UE

*L'indice **Global Dairy Trade** remonte pour la septième fois depuis le 17 novembre 2020 et enregistre une hausse significative de 3,0 % le 16 février (+1,8 % précédemment). En février, le prix moyen du **lait spot italien** augmente provisoirement de façon significative de 6,21 % par rapport au mois précédent pour atteindre 36,44 ct/kg (mais -5,05 % par rapport à février 2020).*

Le **prix du lait dans les 27 pays de l'UE** baisse de 0,76 % en janvier et est de 35,04 centimes par kg, après avoir déjà baissé de 0,25 % en décembre. Les **prix du beurre dans l'UE** s'établissent à 355 euros par 100 kg, ce qui représente une hausse de 0,3 % par rapport à la semaine précédente, et une augmentation notable de 3,8 % sur les quatre dernières semaines. Sur les trois derniers mois, une hausse de 5,7 % a été observée après un recul de début décembre à début janvier. Il s'agit là du prix du beurre le plus élevé depuis le début de la pandémie.

Les prix du **lait écrémé en poudre dans l'UE** sont actuellement de 236 euros par 100 kg, soit une hausse de 0,9 % par rapport à la semaine précédente et de 4,4 % sur quatre semaines. Le dernier trimestre a été marqué par une tendance à la hausse des prix depuis début décembre. Le prix est à son plus haut niveau depuis la mi-mars 2020.

Les cours des **contrats à terme sur les produits laitiers** à l'European Energy Exchange (EEX) pointent dans différentes directions. Par exemple, les contrats de lait écrémé en poudre pour mai 2021 ont baissé en comparaison mensuelle de 1,0 % au 22 février pour atteindre 2 375 euros par tonne. Pour le beurre, ils ont augmenté de 7,5 % sur la même période et s'établissent désormais à 3 773 euros par tonne.

European Milk Board, février 2021

Paysannes : on est toujours à la traîne !

Le 7 février 1971, la Suisse accordait enfin le droit de vote aux femmes. Par la suite, il a fallu attendre 1995 pour que soit mise sous toit la Loi sur l'égalité entre hommes et femmes. On ne peut pas dire que la Suisse fasse figure de modèle dans ce domaine. Au niveau agricole, pas de quoi se vanter non plus.

© Pixabay, Jens Teichmann

L'immense majorité des fermes appartiennent aux hommes et sont menées par eux. Plus grave encore : alors que de très nombreuses épouses collaborent régulièrement aux travaux agricoles, à peine 30 % d'entre elles reçoivent un salaire et bénéficient en conséquence d'une protection sociale. Dans les offices de vulgarisation, rares sont les conseiller.ère.s qui informent les couples de la manière de prévoir et calculer un salaire pour la femme.

Au niveau laitier, l'assemblée des délégués de producteurs est composée à plus de 99 % d'hommes. Pourquoi ? Parce que les femmes ne sont pas considérées comme des productrices, quand bien même elles sont présentes matin et soir à l'étable. Cela les prive *de facto* du droit à s'exprimer. Heureusement, les choses commencent à bouger, puisque la future politique agricole prévoit de rendre obligatoire la rémunération de l'épouse (ou de l'époux, dans quelques cas), sous peine de se voir priver d'une partie des paiements directs (subventions). N'est-ce pas triste, cependant, de devoir arriver à de tels extrêmes pour que le travail de la conjointe soit reconnu ?

Nous paysannes, nous nous battons au quotidien pour que le lait que nous produisons soit payé à sa juste valeur. Nous nous battons pour l'équité. N'est-il pas temps d'appliquer ce principe à nous-mêmes, et d'être nous aussi rémunérées convenablement ? Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, approche à grand pas. Osons revendiquer ce qui nous est dû !

Vanessa Renfer, Paysanne et secrétaire à Uniterre

Manifestation pour un avenir durable de la production laitière portugaise

© APROLEP

Lors d'une action imposante le 26 février, APROLEP a placé symboliquement des centaines de bottes sur l'Avenida dos Aliados à Porto, au cœur du plus grand bassin laitier du Portugal. Elles représentent les 200 collègues, leurs familles et salariés qui ont abandonné la production laitière au cours de l'année dernière. Le pays a l'un des prix au producteur les bas de l'UE : 30,04

centimes par kg.

L'objectif de la manifestation était d'alerter le gouvernement sur la situation des producteurs afin de créer immédiatement les conditions qui permettent la survie des agriculteurs. Les évaluations de la future Politique agricole commune (PAC) ont révélé que les aides au revenu allaient diminuer et même les projections optimistes du ministère laissent entrevoir des pertes brutales. Par ailleurs, Aprolep demande que la proposition d'un mécanisme d'alerte précoce et de réduction volontaire de la production au cours des périodes excédentaires soit intégrée dans l'Organisation commune des marchés de la PAC. L'action poursuivait également un autre objectif, celui d'inciter l'industrie et le commerce de détail à dialoguer en vue de hisser le prix au producteur à un niveau durable parce qu'un prix équitable est bien plus important qu'une aide. Cependant, dans l'attente de la concrétisation d'un prix équitable, l'aide

demeure essentielle. La tendance à un lent dépérissement de la production laitière au Portugal doit être inversée !

Associação dos Produtores de leite de Portugal (APROLEP)

Un rapport affirme que les accords commerciaux de l'UE ont bénéficié aux agriculteurs européens – « illogique et absurde » selon l'ICMSA

Le président de l'ICMSA a rejeté les conclusions d'un rapport publié par la Commission européenne qui prétend montrer que la politique de l'UE sur les accords commerciaux a bénéficié à l'agriculture autochtone et au secteur agroalimentaire.

© Pixabay, Volker Lekies

Ce **rapport de la Commission** affirme que la politique européenne entraînera une hausse substantielle des exportations agroalimentaires, avec une hausse plus limitée des importations, avec pour conséquence une balance commerciale globalement positive. Le rapport cite les propos du vice-président exécutif de la Commission, Valdis Dombrovskis, selon lesquels l'UE « a toujours plaidé en faveur d'un commerce ouvert et équitable, dont notre économie a grandement bénéficié, y compris les producteurs agricoles » et, d'après Pat McCormack, c'est justement cette conclusion qui étonnera le plus les agriculteurs.

« M. Dombrovskis doit savoir que le nombre d'exploitations familiales dans l'UE a décliné – et continue de décliner – d'année en année. Si ce qu'il avance était vrai, si la politique commerciale de l'UE avait bénéficié aux producteurs agricoles, cela se reflèterait dans le nombre de citoyens de l'UE qui pratiquent l'agriculture ou une activité liée à la production alimentaire primaire, mais ces personnes continuent de quitter le secteur, année après année. Leur départ illustre ce qu'ils pensent de l'attitude de l'UE envers l'agriculture européenne. C'est la réalité et toutes les données des 25 dernières années montrent ce qu'il en est », nous a expliqué M. McCormack.

« M. Dombrovskis veut peut-être dire que la politique commerciale de l'UE bénéficie aux multinationales de la transformation alimentaire basée dans l'UE, et il est possible que cela soit vrai, mais elle ne profite certainement pas aux agriculteurs, dans tous les États membres, qui peinent à joindre les deux bouts. »

M. McCormack s'est montré encore plus critique du fait que le rapport n'incorporait pas les effets environnementaux ou climatiques, qualifiant leur absence « d'omission rédhibitoire ».

« La nature illogique et absurde de ce rapport est parfaitement illustrée par le fait que les mesures liées à l'environnement et au changement climatique – soit les éléments dont l'UE ne cesse de nous rappeler qu'ils seront les critères principaux de définition des politiques actuelles et futures – en sont totalement absentes et, en particulier, n'ont pas été prises en compte lors de son élaboration. Dans les faits, ceci rend les projections et les prédictions, concernant le versant UE de la comparaison, douteuses dans le meilleur des cas et dénuées de sens dans le pire. Si l'agriculture et l'agroalimentaire dans l'UE sont appelées à reposer sur la transition vers des pratiques agricoles et une production alimentaire à basses émissions, à quoi servent des scénarios à l'horizon 2030 qui n'en tiennent aucun compte ? », s'est interrogé M. McCormack.

« Bien sûr, la raison pour laquelle les mesures environnementales ne pouvaient pas être incorporées dans le rapport de la Commission était que cela ne ferait que souligner plus clairement le fait que la plupart des autres entités avec laquelle l'UE a des accords commerciaux ou de libre-échange n'ont rien qui ressemble un tant soit peu à des normes environnementales ou des mesures d'atténuation du climat similaires. Il est difficile d'imaginer que quiconque prenne ce rapport au sérieux – les agriculteurs irlandais, pour leur part, ne s'y tromperont pas », conclut M. McCormack.

Communiqué de presse de l'ICMSA du 27 janvier 2021

Revendication du Dialogue sur le lait : améliorer la position des éleveurs laitiers sur le marché

© BDM, Helmut Graf

nécessaire.

Avec leur revendication de prix nettement plus élevés pour nos produits agricoles, les associations et les organisations du « Dialogue sur le lait » ont réaffirmé la nécessité de modifier les conditions cadres du marché ancrées dans l'Organisation commune des marchés (OCM) de l'UE. Dans le même temps, le Dialogue sur le lait se positionne clairement pour laisser autant que possible le marché jouer son rôle, avec le minimum d'intervention politique

Il en découle les revendications suivantes :

- Le filet de sécurité européen actuel pour les marchés agricoles doit être aménagé pour devenir encore plus efficace face aux situations de crise du marché. Les mesures de limitation temporaire des volumes sont à privilégier au stockage des excédents de production. Pour cela, il convient de mettre en place un mécanisme d'alerte précoce, un système de réduction volontaire des volumes lors des crises, un plafonnement limité dans le temps des volumes livrés et un système de gestion et de suivi des crises sur la base de l'Observatoire européen du marché du lait.
- Mise en œuvre de l'art. 148 de l'OCM : l'adoption de l'art. 148 de l'OCM comme proposé par le Parlement européen. Ceci donnerait la possibilité d'exiger de conclure des contrats de fourniture écrits, comportant des dispositions contractuelles/obligationnelles concrètes sur le prix, le volume, la durée et les caractéristiques de qualité avant la livraison de produits agricoles aux entreprises transformatrices.
- Une organisation interprofessionnelle propre pour la production laitière : Afin de défendre efficacement à l'avenir les intérêts économiques de l'agriculture dans un environnement de marché de plus en plus monopolistique, et de les faire progresser, il convient de mettre en place les conditions politiques nécessaires pour pouvoir reconnaître l'échelon primaire comme un secteur agissant de manière autonome. Actuellement, d'après l'art. 157 de l'OCM, une organisation interprofessionnelle (IP) doit regrouper au moins deux acteurs de la chaîne de création de valeur pour pouvoir être reconnue comme telle. Les associations et organisations du Dialogue sur le lait demandent que l'art. 157 de l'OCM soit amendé en ce sens.

Du point de vue de la défense des intérêts des producteurs, une organisation interprofessionnelle de la production (laitière) reconnue au niveau européen pourrait s'assurer, dans le cadre du champ d'action déjà possible actuellement (par ex. aussi la communication sectorielle, la numérisation, etc.), que leur position commerciale dans la chaîne de création de valeur s'améliore très nettement et que des solutions relevant de l'économie de marché permettent de tirer un revenu rémunérateur de la vente de produits agricoles.

Le Dialogue sur le lait : entretiens entre le commerce de détail, les transformateurs et les organisations d'agriculteurs

En raison des mouvements de protestation dans toute l'Allemagne du Dialogue sur le lait et d'autres organisations paysannes, le commerce de détail s'est dit prêt à discuter des revendications des agriculteurs. L'étiquetage de l'origine des aliments est aussi en discussion.

Le BDM, ou le Dialogue sur le lait, a un représentant au sein du comité de pilotage, qui se compose de quatre représentants du commerce de détail, quatre représentants des transformateurs et cinq représentants des organisations paysannes. Ce comité supervise les groupes de travail lait & bovins, porcins et appellation d'origine, et le Dialogue sur le lait collabore au groupe de travail lait & bœuf. Ces discussions sont encore dans la phase initiale et il n'est donc pas encore possible d'en prédire l'issue.

Journée des éleveurs laitiers au Schleswig-Holstein

En raison de la pandémie de coronavirus, la journée des éleveurs laitiers au Schleswig-Holstein a dû avoir lieu cette année, pour la première fois, en ligne. Cette édition avait pour sujet le « *Marché du lait de l'avenir, dans une perspective écologique, économique et sociale* ». Le ministre de la transition énergétique, de l'agriculture, de l'environnement, de la nature et de la numérisation du Schleswig-Holstein, Jan Philipp Albrecht, y a participé et y a décrit la situation d'un point de vue politique. Thomas Bahr y a également tenu une présentation sur la situation actuelle des exploitations. Son exposé portait tout particulièrement sur le manque de liquidité et les problèmes de rentabilité des exploitations. M. Bahr ne s'est pas contenté de décrire la situation actuelle, mais a aussi tenté une projection dans l'avenir.

Elmar Hannen, membre du conseil d'administration de l'EMB, a également participé à la table ronde et a parlé de l'Organisation commune des marchés.

Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e. V.

Dernières nouvelles de Lituanie

En Lituanie, le nombre de vaches laitières poursuit son déclin. En 2020, il a accusé un recul de 3 % alors que la production de lait enregistrait une diminution de 1,2 % en janvier 2021 en regard de janvier 2020. Les prix d'achat du lait sont demeurés stables. Le prix moyen en janvier était de 314 euros par tonne (4,35 % de teneur en matière grasse et 3,42 % de teneur protéinique).

© LPGA

Le nouveau gouvernement a lancé la discussion sur la nécessité d'augmenter les taxes en avançant l'idée d'une hausse de la taxe d'accise sur le carburant utilisé en agriculture.

Eimantas Bižius, Directeur de Lietuvos pieno gamintojų asociacija

Le « Rapport critique sur l'agriculture » 2021 est paru

© AgrarBündnis e. V.
kritische Agrarbericht) de cette année.

« Un monde enfiévré – climat et changement » (Welt im Fieber – Klima & Wandel), tel est le sujet central du rapport critique sur l'agriculture (Der

En 2020, presque tout s'est arrêté, les chaînes logistiques mondiales se sont rompues, notamment dans la partie de plus en plus mondialisée du système agricole. On ne peut encore prévoir quelles seront les conséquences concrètes de la crise du coronavirus et son impact économique sur la lutte contre les deux autres crises mondiales de l'humanité – le climat et la biodiversité. Il devient toutefois de plus en plus évident que nous ne pouvons considérer ses crises de manière isolée mais qu'elles doivent être appréhendées ensemble. De plus, la façon dont l'agriculture est pratiquée dans le monde devra apporter une contribution considérable.

Nous avons besoin d'une transformation en profondeur du système agroalimentaire. Une transition mondiale, qui doit respecter la dimension régionale, tout en tenant compte de la protection du climat. En effet, si l'agriculture est indubitablement une victime du réchauffement de la planète, certaines formes d'agriculture et d'alimentation comptent parmi ses causes les

plus importantes.

Inversement, il y a là une opportunité énorme : il devient de plus en plus clair que la transition écologique de l'agroalimentaire est un élément indispensable de la nécessaire « transition climatique ». La moitié des articles présente des exemples encourageants et novateurs ainsi que des résultats scientifiques montrant comment tout cela pourrait réussir.

Les articles sont disponibles [ici](#) (en allemand uniquement) ou peuvent être commandés sous forme de recueil.

AgrarBündnis est un groupement de 26 organisations du monde de l'agriculture, de la protection de l'environnement, de la nature et des animaux, ainsi que de la politique de consommation et de développement comptant plus d'un million de membres individuels.

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org>/<https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-mars-2021.html>